

**VENTE
SUR SAISIE IMMOBILIERE**

**Extrait des Minutes du Greffe du Tribunal Judiciaire de
LYON, Département du RHONE.**

**REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS**

**Le Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de
LYON, Département du RHONE a tranché en l'audience
publique du**

La sentence d'adjudication suivante :

<p>CAHIER DES CONDITIONS DE LA VENTE Clauses et Conditions</p>

**Auxquelles seront adjugés, à l'audience de vente du
Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de LYON,
Département du RHONE, au plus offrant des
enchérisseurs, les biens et droits immobiliers suivants :**

**→ Sur la commune de DECINES CHARPIEU 69150 lieudit
Cornavent 21 B Rue de Verdun.**

Cadastré :

Section	N°	Lieu-dit	Surface
BM	384	CORNAVENT	00ha 06a 51ca

Et précisément : le lot 2 du lotissement :

Il s'agit d'une maison d'habitation construite en 2024, non terminée d'une surface d'environ 340 m², comprenant :

- Au rez de chaussée : hall d'entrée, cabinet de toilette, cuisine ouverte sur salon/salle à manger, buanderie, garage, local technique, cuisine d'été, salle d'eau/WC, couloir, suite parentale avec dressing, salle de bains,
- et à l'étage, 4 chambres, salle d'eau, cabinet de toilette, palier,
- Au sous-sol : salle de jeux/salon, rangements, salle de cinéma, toilette, jacuzzi.

Avec terrain attenant et piscine.

Le lotissement a été autorisé par un arrêté délivré par Monsieur le Maire de DECINES CHARPIEU le 17 mars 2016 n° PA 069 275 15 00005

Il a été déclaré par le vendeur dans l'acte d'acquisition du 10 mars 2022 publié le 14 mars 2022 volume 2022P5548 qu'à sa connaissance il n'existait aucune autre servitude que celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux, de la loi, de l'urbanisme et celle contenue dans l'acte reçu par Maître MARTIN, Notaire à DECINES CHARPIEU le 14 avril 1981 ci-après relatée :

« Il est constitué à titre de servitude réelle et perpétuelle une servitude de passage en tout genre et en tout temps, au profit de la propriété vendue (fonds dominant) sur la partie Sud de la propriété restant au vendeur (fonds servant) afin de permettre la desserte du fonds vendu par la rue Carnot, dont l'assiette figure au plan ci-joint et annexé à la minute des présentes au pouvoir de Maître MARTIN l'un des notaires soussignés.

Etant précisé que par suite de la division de la parcelle cadastrée section BM n° 134, bénéficiaire de la servitude de passage ci-dessus relatée, et de la desserte des parcelles cadastrées section BM n°377 et 378 par la voirie du lotissement cadastrées section BM n°387, ladite servitude ne pourra pas bénéficier aux parcelles cadastrées section BM n°377 et 378. »

PROCEDURE

La présente procédure de saisie immobilière et de distribution du prix est poursuivie contre :

Monsieur XXX

Madame XXX

Tous deux mariés à VAULX EN VELIN le 15 mai 2015
sous le régime de la communauté d'acquêts,

Aux requêtes, poursuites et diligences de :

La **BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES**, SA Coopérative de Banque Populaire au capital variable régie par les articles L512-2 et suivants du Code Monétaire et Financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires et aux établissements de crédit, immatriculée au RCS de LYON sous le n° 605 520 071, dont le siège social est 4 Boulevard Eugène Deruelle 69003 LYON, représentée par son dirigeant social en exercice domicilié en cette qualité audit siège.

Ayant pour Avocat constitué au cabinet de laquelle domicile est élu, **Maître Florence CHARVOLIN**, Avocat associé de la **SELARL ADK**, inscrite aux Barreau de LYON, domiciliée Immeuble le Britannia – Bâtiment A – 20 Boulevard Eugène Deruelle 69432 LYON CEDEX 03.

Suivant commandement du ministère de la SELARL HOR Huissiers de Justice Associés 12 rue de la Camille 69600 OULLINS délivré à Monsieur et Madame XXX, en date du 10 juillet 2024 régulièrement publié au Service de la Publicité Foncière de LYON-3^{ème} Bureau le 6 septembre 2024 sous les références 6904P03 2024S00073.

En vertu et pour l'exécution de :

D'une copie exécutoire notariée en date du 10 Mars 2022 reçue par Maître Fabrice VAZ Notaire associé de la SAS « UP NOTAIRES » titulaire d'un office notarial à DECINES CHARPIEU (69) 2 avenue Silvin, avec la participation de Maître Luc MARTINEAU, notaire associé au sein de la société SARL dénommée « NOTAIRES FOCH » titulaire d'un office notarial à LYON 6^{ème}, 5 cours Franklin Roosevelt, contenant un prêt immobilier modulable numéro 05999375 de la BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES, consenti à Monsieur XXX

17 juin 1994 à VAULX EN VELIN (69120) mariés à VAULX EN VELIN le 15 mai 2015 sous le régime de la communauté d'acquêts, demeurant ensemble 108 avenue Jean Jaurès 69120 VAULX EN VELIN, d'un montant de 500 000.00 € euros remboursable en 300 mensualités au taux de 1.070 % l'an outre frais.

Garanti par :

Une inscription d'hypothèque légale spéciale du prêteur de deniers et d'une hypothèque conventionnelle en date du 10 mars 2022 publiée et enregistrée au SPF de LYON 3 le 25 Mars 2022 sous les références de volume 2022 V n°2986.

Pour avoir paiement de la somme de :

1°) – Décompte des créances

Prêt n° 05999375

Principal	508 067.72€
Intérêts du 02/02/2024 au 05/04/2024 au taux de 1.07 %	1 042.94€
Intérêts à compter du 06/04/2024 au taux de 1.07 %	mémoire
Indemnité contractuelle	33 924.84€

TOTAL OUTRE MEMOIRE 543 035.50 €

Le coût du commandement et tous frais conséquents faits ou à faire, susceptibles d'être avancés par le créancier pour le recouvrement de sa créance et la conservation de son gage et sous réserve et sans préjudice de tous autres dus, droits et actions, des intérêts sur intérêts en cours, de tous autres frais et légitimes accessoires, offrant de tous détail et liquidation en cas de règlement immédiat et en tenant compte de tous acomptes qui auraient pu être versés.

Ce commandement de payer valant saisie contient les copies et énonciations prescrites par l'article R 321-3 du Code des Procédures Civiles d'Exécution, c'est-à-dire :

- 1°) La constitution de **Maître Florence CHARVOLIN du Barreau de LYON** avec élection de domicile en son cabinet ;
- 2°) L'indication de la date et de la nature du titre exécutoire en vertu duquel le commandement est délivré ;
- 3°) Le décompte des sommes réclamées en principal, frais et intérêts échus, ainsi que l'indication du taux des intérêts moratoires ;

- 4°) L'avertissement que le débiteur doit payer lesdites sommes dans un délai de huit jours, qu'à défaut de paiement, la procédure afin de vente de l'immeuble se poursuivra et qu'à cet effet, le débiteur sera assigné à comparaître à une audience du juge de l'exécution pour voir statuer sur les modalités de la procédure ;
- 5°) La désignation de chacun des biens ou droits sur lesquels porte la saisie immobilière, telle qu'exigée par les règles de la publicité foncière, ainsi qu'une copie de la matrice cadastrale ;
- 6°) L'indication que le commandement vaut saisie de l'immeuble et que le bien est indisponible à l'égard du débiteur à compter de la signification de l'acte et à l'égard des tiers à compter de la publication de celui-ci au **Service de la Publicité Foncière LYON-3^{ème} Bureau le 6 septembre 2024 sous les références 6904P03 2024S00073.**
- 7°) L'indication que le commandement vaut saisie des fruits et que le débiteur en est séquestre ;
- 8°) L'indication que le débiteur garde la possibilité de rechercher un acquéreur de l'immeuble saisi pour procéder à sa vente amiable ou de donner mandat à cet effet et la mention que cette vente ne pourra néanmoins être conclue qu'après autorisation du juge de l'exécution ;
- 9°) La sommation, lorsque le bien fait l'objet d'un bail, d'avoir à indiquer à l'huissier de justice les nom, prénom et adresse du preneur ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination et son siège social ;
- 10°) L'indication qu'un huissier de justice pourra pénétrer dans les lieux afin de dresser un procès-verbal de description de l'immeuble ;
- 11°) L'indication que le **Juge de l'Exécution** territorialement compétent pour connaître de la procédure de saisie et des contestations et demandes incidentes y afférentes est celui du **Tribunal Judiciaire de LYON - NOUVEAU PALAIS DE JUSTICE 67 rue Servient 69003 LYON.**
- 12°) L'indication que le débiteur qui en fait préalablement la demande peut bénéficier, pour la procédure de saisie, de l'aide juridictionnelle s'il remplit les conditions de ressources prévues par la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 portant application de ladite loi ;

13°) L'indication, si le débiteur est une personne physique, que s'il s'estime en situation de surendettement, il a la faculté de saisir la commission de surendettement des particuliers instituée par l'article L. 712-4 du code de la consommation ;

14°) Si le créancier saisissant agit en vertu d'une transmission, à quelque titre que ce soit, de la créance contenue dans le titre exécutoire fondant les poursuites, le commandement vise en outre l'acte de transmission à moins que le débiteur n'en ait été régulièrement avisé au préalable.

Ce commandement n'ayant pas reçu satisfaction, a été publié pour valoir saisie au Service de la Publicité Foncière de LYON-3^{ème} Bureau le 6 septembre 2024 sous les références 6904P03 2024S00073.

Le Service de la Publicité Foncière de LYON a délivré le 11 septembre 2024, l'état hypothécaire ci annexé à la date de publication du commandement de payer valant saisie.

(Cf État hypothécaire ci-annexé dans annexes procédurales)

De même, et par exploit en date du **6 novembre 2024** la SELARL HOR Commissaires de Justices demeurant 12 rue de la Camille à 69600 OULLINS a fait délivrer assignation à Monsieur et Madame XXX d'avoir à comparaître à l'audience d'orientation de Madame le Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de LYON le :

Mardi 17 Décembre 2024 à 9 heures 30 Salle 5

(Cf assignation ci-annexée dans annexes procédurales)

L'adjudication aura lieu en un lot pardessus la mise à prix ci-après indiquée :

500 000.00 € (cinq cent mille euros)

Offerte par le poursuivant, outre les clauses et conditions du présent cahier des charges.

CLAUSES ET CONDITIONS SPECIALES
--

A - DESIGNATION DES BIENS ET DROITS IMMOBILIERS A VENDRE

En conséquence, il sera procédé à la vente aux enchères publiques à l'audience des ventes du Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de LYON en 1 LOT, des biens et droits immobiliers qui sont désignés comme suit au commandement sus indiqué :

→ Sur la commune de DECINES CHARPIEU 69150 lieudit Cornavent 21 B Rue de Verdun.

Cadastré :

Section	N°	Lieu-dit	Surface
BM	384	CORNAVANT	00ha 06a 51ca

Et précisément : le lot 2 du lotissement :

Il s'agit d'une maison d'habitation construite en 2024, non terminée d'une surface d'environ 340 m², comprenant :

- Au rez de chaussée : hall d'entrée, cabinet de toilette, cuisine ouverte sur salon/salle à manger, buanderie, garage, local technique, cuisine d'été, salle d'eau/WC, couloir, suite parentale avec dressing, salle de bains,
- et à l'étage, 4 chambres, salle d'eau, cabinet de toilette, palier,
- Au sous-sol : salle de jeux/salon, rangements, salle de cinéma, toilette, jacuzzi.

Avec terrain attenant et piscine.

Le lotissement a été autorisé par un arrêté délivré par Monsieur le Maire de DECINES CHARPIEU le 17 mars 2016 n° PA 069 275 15 00005

Il a été déclaré par le vendeur dans l'acte d'acquisition du 10 mars 2022 publié le 14 mars 2022 volume 2022P5548 qu'à sa connaissance il n'existait aucune autre servitude que celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux, de la loi, de l'urbanisme et celle contenue dans l'acte reçu par Maître MARTIN, Notaire à DECINES CHARPIEU le 14 avril 1981 ci-après relatée :

« Il est constitué à titre de servitude réelle et perpétuelle une servitude de passage en tout genre et en tout temps, au profit de la propriété vendue (fonds dominant) sur la partie Sud de la propriété restant au vendeur (fonds servant) afin de permettre la desserte du fonds vendu par la rue Carnot, dont l'assiette figure au plan ci-joint et annexé à la minute des présentes au pouvoir de Maître MARTIN l'un des notaires soussignés.

Etant précisé que par suite de la division de la parcelle cadastrée section BM n° 134, bénéficiaire de la servitude de passage ci-dessus relatée, et de la desserte des parcelles cadastrées section BM n°377 et 378 par la voirie du lotissement cadastrées section BM n°387, ladite servitude ne pourra pas bénéficier aux parcelles cadastrées section BM n°377 et 378. »

Selon le descriptif suivant :

EXTERIEUR : L'accès au tènement s'effectue par un portail à double battants automatique à l'état neuf sur ses deux faces. Une allée constituée d'une dalle de béton mène à l'entrée de la maison et du garage.

Le mur latéral gauche, dos au portail, délimitant le tènement de la parcelle voisine à bâtir, est revêtu d'un enduit à l'état neuf. Des luminaires sont fixés sur ce mur. La maison est revêtue d'un enduit à l'état neuf.

Une allée, constituée d'une dalle en béton, délimitée par la façade de la maison et le mur de clôture, revêtu d'un enduit à l'état neuf, surmonté d'une couvertine plate donne accès à l'arrière du terrain. Une jardinière est aménagée le long de cette allée.

La terrasse, aménagée devant la maison, est recouverte d'un carrelage à l'état neuf. Une piscine est aménagée à l'arrière du terrain. Elle mesure 5 mètres par 10 mètres environ.

La piscine dispose d'une baie vitrée, qui donne sur un espace carrelé, équipé de banquettes.

Une autre descente d'escalier, recouverte de carrelage, donne accès à un espace recouvert d'un gazon synthétique.

PORTE D'ENTREE : La porte d'entrée à un battant est à l'état neuf. Un boîtier numérique est visible à droite de la porte.

REZ-DE-CHAUSSEE : HALL D'ENTREE : Le sol est recouvert d'un carrelage à l'état neuf. Il est équipé d'un ensemble de placards. Le faux-plafond est revêtu de peinture à l'état neuf.

CABINET DE TOILETTE : Le sol et les murs sont recouverts de carrelage à l'état neuf. Le plafond est recouvert de peinture à l'état neuf

CUISINE OUVERTE SUR SALON/SALLE A MANGER : Cuisine Le sol est recouvert d'un carrelage à l'état neuf. Les murs sont revêtus de peinture à l'état neuf. La pièce est éclairée par une fenêtre à double battants coulissants. Elle est équipée d'un ensemble de placards et d'un îlot central.

SALON/SALLE A MANGER : Le sol est recouvert d'un carrelage à l'état neuf. Les murs et le plafond sont revêtus de peinture à l'état neuf. La pièce est éclairée par des baies vitrées coulissantes et par des baies fixes, équipée de stores. Un écran de télévision est intégré dans un parement recouvert d'un revêtement.

GARAGE : Le sol est recouvert d'un carrelage. La porte

sectionnelle est à l'état neuf. Les murs sont recouverts d'un revêtement à l'état neuf. Le plafond est revêtu de peinture à l'état neuf. LOCAL TECHNIQUE : Le sol est constitué d'une dalle en béton revêtue de peinture. Les murs et le plafond sont revêtus de peinture à l'état neuf. Présence de la pompe à chaleur air/eau de marque Wiesmann.

CUISINE D'ETE : Le sol est recouvert d'un carrelage à l'état neuf. Les murs sont revêtus de peinture à l'état neuf et sur une face de faïence murale à l'état neuf. Elle est éclairée par une porte-fenêtre coulissante à deux battants.

SALLE D'EAU/WC : Le sol est recouvert d'un carrelage à l'état neuf. Les murs sont revêtus de faïence murale à l'état neuf. Le plafond est revêtu de peinture à l'état neuf avec spots intégrés. La pièce est équipée d'un WC suspendu, d'un lave-main et d'une douche à l'italienne avec flexible, douchette et pomme de douche.

COULOIR : Accessible à partir de la cuisine. Le sol est recouvert de carrelage à l'état neuf. Les murs et le plafond sont revêtus de peinture à l'état neuf. Présence de spots encastrés.

SUITE PARENTALE : La porte à un battant est brute. Le sol est recouvert de carrelage à l'état neuf. Les murs et le plafond sont revêtus de peinture à l'état neuf. Présence de spots encastrés. Elle est éclairée par trois baies coulissantes.

DRESSING : La porte coulissante à deux battants donne accès au dressing. Le sol est recouvert d'un carrelage à l'état neuf. Les murs et le plafond sont revêtus de peinture à l'état neuf. Présence de placards et tiroirs.

SALLE DE BAINS : Une autre porte coulissante donne accès à la salle de bains. Le sol est recouvert de carrelage à l'état neuf. Les murs sont revêtus de faïence murale à l'état neuf. Le plafond est revêtu de peinture à l'état neuf. La pièce est équipée d'une vasque avec deux robinets. La pièce est éclairée par une fenêtre à un battant ouvrant.

MONTEE D'ESCALIER : L'escalier est constitué de marches de couleur noire. Il est dépourvu de contremarche. Il est protégé par un garde-corps vitré. Le mur latéral gauche est brut.

CHAMBRE 1 (à gauche, dos à l'escalier) : La porte à un battant est à l'état neuf. Le sol est recouvert d'un revêtement à l'état neuf. Les murs et le plafond sont revêtus de peinture à l'état neuf. La pièce est éclairée par une baie à deux battants coulissants. Elle est équipée d'un placard. Une porte à un battant est fermée. Monsieur KROUCHI me déclare qu'elle donne accès, comme dans chaque chambre, à une salle d'eau.

CHAMBRE 2 : Cette pièce est inaccessible.

CHAMBRE 3 : La porte à un battant est à l'état neuf. Le sol est à l'état neuf. Les murs et le plafond sont revêtus de peinture à l'état neuf. La pièce est éclairée par une porte-fenêtre à deux battants Elle est équipée d'un placard à deux portes coulissantes.

SALLE D'EAU : La porte à un battant est à l'état neuf. Le sol et les murs sont revêtus de carrelage à l'état neuf. Le plafond est recouvert de peinture à l'état neuf avec spot intégré. La pièce est équipée d'une douche à l'italienne, et d'une vasque sur deux tiroirs.

CABINET DE TOILETTE : Le sol et les murs sont revêtus de carrelage à l'état neuf. Le plafond est revêtu de peinture à l'état neuf. La pièce est équipée d'un WC suspendu et d'un lave-main.

CHAMBRE 4 : La porte à un battant est à l'état neuf. Le sol est recouvert d'un revêtement à l'état neuf. Les murs et le plafond sont revêtus de peinture à l'état neuf. La pièce est équipée d'un placard à trois portes coulissantes. Elle est éclairée par une porte-fenêtre à deux battants. Une porte d'accès à une salle d'eau, qui est inaccessible.

SOUS-SOL : Escalier menant au sous-sol L'escalier est constitué de marches de couleur noire. Les murs sont bruts de béton sur une face et sur le côté opposé, revêtus de carrelage en dessous duquel se trouve un garde-corps.

SALLE DE JEUX/SALON : Le sol est recouvert de carrelage à l'état neuf. Les plinthes en bois sont revêtues de peinture à l'état neuf. Les murs et le plafond sont revêtus de peinture à l'état neuf. Présence de spots encastrés. La pièce est éclairée par une porte-fenêtre à deux battants.

SALLE DE CINEMA : La porte à un battant est à l'état neuf. Les murs et le plafond sont revêtus de peinture noire. Présence de spots encastrés. Cette pièce est en travaux.

Couloir desservant un cabinet de toilette et un jacuzzi : Le sol et les murs sont revêtus de carrelage à l'état neuf. Le plafond est revêtu de peinture à l'état neuf.

CABINET DE TOILETTE : Accessible sans porte. Le sol est recouvert d'un carrelage à l'état neuf. Les murs sont revêtus de faïence murale à l'état neuf. La pièce est équipée d'un WC suspendu et d'un lave-mains.

JACUZZI Le sol est recouvert de carrelage à l'état neuf. Les murs sont revêtus de carrelage à l'état neuf. Le plafond est revêtu de peinture à l'état neuf avec spots encastrés.

PIECE APRES JACUZZI Cette pièce est en travaux. Le sol est constitué d'une dalle brute Les murs sont bruts et le faux-plafond est en cours de pose ; Deux pièces sont en cours de travaux.

CHAUFFAGE : La maison est équipée d'une pompe à

chaleur Air/eau et de planchers chauffants à chaque étage. Elle dispose également d'un système de climatisation.

Selon acte en date du 4 novembre 2024, dressé par la SELARL HOR Huissiers de Justice Associés 12 rue de la Camille 69600 OULLINS il a été procédé à un procès-verbal descriptif des biens et droits immobiliers mis en vente ci-après annexé.

(Cf. PVD dans annexes procédurales)

La copie de la matrice cadastrale a été délivrée le 14 mai 2024 par le centre des impôts fonciers de LYON.

(Cf. extraits cadastraux dans annexes documentaires)

B - RENSEIGNEMENTS SUR LA DATE D'ACHEVEMENT DES IMMEUBLES RECEMMENT CONSTRUITS

2024.

C - ORIGINES DE PROPRIETE

Ce bien est propriété de Monsieur et Madame XXX pour l'avoir acquis en pleine propriété suivant acte de vente du 10 mars 2022 de Maître FAVRE VERAND, Notaire à GENAS, publié le 14 Mars 2022 au SPF de LYON 3 sous les références de volume 2022P5548, de la société dénommée UNION REGIONALE IMMOBILIERE SARL au capital de 50 000.00 € dont le siège social est 9 rue Duquesne 69006 LYON, immatriculée au RCS de LYON sous le n°309 112 977.

Et tels au surplus que lesdits biens et droits immobiliers qui précèdent, existent, s'étendent, poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, appartenances, dépendances, ensemble de tous immeubles par destination, et en particulier tout matériel pouvant avoir le caractère d'immeuble par destination, et tout droit et toute servitude pouvant y être attaché, et toute augmentation et amélioration à y survenir, sans aucune exception ni réserve.

D - SYNDIC

Dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, il est rappelé qu'en conformité avec le décret numéro 67-223 du 17 mars 1967, article 6, l'adjudicataire et tenu de notifier au syndic dès que la sentence d'adjudication sera définitive, par lettre recommandée avec avis de réception (article 63 du décret), la désignation du lot ou de la fraction de lot, les noms, prénoms, domicile réel ou élu de l'acquéreur et le cas échéant, le mandataire commun, si cette adjudication est faite au profit de plusieurs personnes ayant constitué une société propriétaire.

Toutes les stipulations du règlement de copropriété et, le cas

échéant, de ses avenants ou annexes, s'imposeront à l'adjudicataire, même en cas de divergence avec les stipulations du présent cahier des charges.

Indépendamment de la notification ci-dessus, l'avis de mutation prévue par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifié par la loi 94-624 du 21 juillet 1994) devra être notifié au syndic de copropriété sous la responsabilité de l'avocat poursuivant.

Cette notification devra intervenir dès la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle est à signifier au domicile de l'avocat ayant poursuivi la vente.

L'association syndicale du lotissement le Domaine des Marronniers, 21 Bis rue de Verdun 69150 DECINES CHARPIEU, représentée par son Président, Monsieur DUMONT, est chargée de la gestion et de l'entretien de la voirie, des espaces verts, des parkings, des installations d'eau, de gaz, d'éclairage et de distribution d'énergie électrique du lotissement, composé de quatre lots.

E - RENSEIGNEMENTS D'URBANISME

Les renseignements d'urbanisme sont annexés au présent cahier des conditions de la vente.

Les parcelles sont situées dans une commune dotée d'un PLU-H approuvé le 13/05/19 (mis à jour le 21/03/2024).

(Cf. Renseignements d'urbanisme dans annexes documentaires)

F – SERVITUDES

Servitudes d'Utilité Publique :

- PSA – Servitudes Aéronautiques – Est situé dans une zone soumise à des servitudes aéronautiques instituées pour la protection de la circulation aéronautique Servitudes d'Urbanisme
- Est concerné par une délibération instaurant un permis de démolir
- Est concerné par une délibération instaurant une déclaration préalable pour tous travaux d'édification de clôtures
- Est un élément remarquable du patrimoine bâti et/ou naturel (L151-19 et 23 du CU) : Espace végétalisé à valoriser
- Est concerné par des prescriptions découlant du Plan de protection de l'atmosphère (PPA)

- Est concerné par un périmètre de production des risques d'inondation par ruissellement : Prioritaire

Observations, prescriptions particulières et autres :

- Est concerné par une délibération instaurant une déclaration préalable pour tous travaux de ravalement de façades des immeubles
- Le territoire de la Métropole de Lyon est soumis au Règlement Local de Publicité
- Est situé dans une zone de sismicité : Modérée (3)
- Est situé dans une zone à potentiel Radon : Zone 1 (faible)
- Est situé dans une zone de retrait-gonflement des sols argileux : Aléa faible

(Cf. Renseignements d'urbanisme dans annexes documentaires)

G - SUPERFICIE

1°) Copropriété : biens soumis à la loi Carrez :

Conformément aux termes de la loi 96-1107 du 18 Décembre 1996 et du décret 97-532 du 23 Mai 1997 et selon mesures établies par le Cabinet JURITEC, le la surface habitable est de m².

2°) Autres biens non soumis à la Loi Carrez :

H - DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE UNIQUE

Conformément à l'article L 271-4-1 du titre 7 du livre II du code de la construction et de l'habitation, il sera annexé le dossier de diagnostics techniques par un Dire qui sera déposé ultérieurement.

I - OCCUPATION

Le bien est occupé par les propriétaires.

(Cf. PVD dans annexes procédurales)

J - DROITS DE PREEMPTION OU DROITS DE SUBSTITUTION

Droit de préemption urbain SIMPLE

(Cf. Renseignements d'urbanisme dans annexes documentaires)

Selon la loi n°98-657 du 29 Juillet 1998 :

Article 108 :

*Le titre 1^o du livre 6 du Code de la Construction et de l'Habitation est complété par un chapitre 6 ainsi rédigé :
Dispositions applicables en matière de saisie-immobilière du logement principal.*

Article L 616 du Code de la Construction et de l'habitation :

En cas de vente sur saisie immobilière d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble constituant la résidence principale d'une personne qui remplit les conditions de ressources pour l'attribution d'un logement à loyer modéré, il est institué, au bénéfice de la commune, un droit de préemption destiné à assurer le maintien dans les lieux du saisi. Ce droit de préemption est exercé suivant les modalités prévues par le code de l'urbanisme en matière de droit de préemption urbain, en cas de vente par adjudication lorsque cette procédure est rendue obligatoire de par la loi ou le règlement.

La commune peut déléguer ce droit, dans les conditions définies à l'article L. 213-3 du code de l'urbanisme, à un office public de l'habitat.

Toutes les indications qui précèdent ont été réunies par l'Avocat poursuivant, à l'aide de renseignements qu'il a pu se procurer, de notes ou documents desquels ils ont été puisés.

En conséquence, il ne pourra être recherché à l'occasion d'erreurs, inexactitudes ou omissions, qui pourraient s'y trouver malgré tout le soin apporté.

Il appartiendra à l'adjudicataire comme subrogé aux droits du vendeur de se procurer lui-même tous titres établissant la propriété du lot immobilier mis en vente ainsi que de vérifier tous autres éléments.

CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES
--

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente des biens immobiliers régis par les articles L311-1 à L334-1 et R311-1 à R334-3 du code des procédures civiles d'exécution.

Le présent cahier des ventes constitue un contrat judiciaire auquel sont tenus les candidats adjudicataires, l'ensemble des parties et leur conseil.

La vente aura lieu aux clauses et conditions suivantes :

L'audience d'orientation aura lieu le :

**Mardi 17 Décembre 2024 à 9 heures 30
Salle 9**

Conformément aux dispositions de l'article R.322-15 du Code des Procédures Civiles d'Exécution ci-après reproduit :

Article R.322-15 :

A l'audience d'orientation, le juge de l'exécution, après avoir entendu les parties présentes ou représentées, vérifie que les conditions des articles L. 311-2, L. 311-4 et L. 311-6 sont réunies, statue sur les éventuelles contestations et demandes incidentes et détermine les modalités de poursuite de la procédure, en autorisant la vente amiable à la demande du débiteur ou en ordonnant la vente forcée.

Lorsqu'il autorise la vente amiable, le juge s'assure qu'elle peut être conclue dans des conditions satisfaisantes compte tenu de la situation du bien, des conditions économiques du marché et des diligences éventuelles du débiteur.

L'adjudication aura lieu en un lot pardessus la mise à prix ci-après indiquée :

500 000.00 € (cinq cent mille euros) €

offerte par le poursuivant, outre les clauses et conditions du présent cahier des charges.

*Extrait du règlement intérieur national de la profession
d'avocat.*

**Article 12 – Déontologie et pratique de l'avocat en
matière de ventes judiciaires**

(Modifié par DCN n°2008-002, AG du CNB du 12-12-2008, Publiée au JO par Décision du 24-04-2009 - JO 12 mai 2009, Modifié par DCN n° 2018-002, AG du CNB des 16 et 17-11-2018, Publiée au JO par Décision du 13 février 2019 – JO du 7 mars 2019)

12.1 Dispositions communes :

L'avocat amené à rédiger un cahier des conditions de vente (saisie immobilière) ou un cahier des charges et conditions de vente (licitation), ou en matière de liquidation judiciaire, en vue de son dépôt au greffe, doit utiliser les clauses type ci-après annexées portant dispositions générales pour ces actes, sous réserve d'une modification qui serait nécessitée par une particularité tenant à la nature de l'affaire, le statut des parties, ou la situation des biens.

12.2 Enchères :

L'avocat doit s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

L'avocat ne peut porter d'enchères pour des personnes qui sont en conflit d'intérêts.

L'avocat ne peut notamment porter d'enchères pour un même bien pour le compte de plusieurs mandants.

Lorsqu'un avocat s'est rendu adjudicataire pour le compte d'une personne, il ne peut accepter de former une surenchère au nom d'une autre personne sur cette adjudication, à défaut d'accord écrit de l'adjudicataire initial.

En cas d'adjudication d'un lot en copropriété ou dépendant d'une Association syndicale libre, il appartient à l'avocat poursuivant de le notifier au syndic de copropriété ou au gérant de l'Association syndicale libre.

Chapitre 1^{er} Dispositions générales

Article 1^{er} - Cadre juridique

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du code des procédures civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière.

Article 2 - Modalités de la vente

La saisie immobilière tend à la vente forcée de l'immeuble du débiteur ou, le cas échéant, du tiers détenteur en vue de la distribution de son prix.

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

Article 3 - Etat de l'immeuble

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

Article 4 - Baux, locations et autres conventions

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur. La preuve de l'antériorité du bail peut être faite par tout moyen.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

Article 5- Prémption et droits assimilés

Les droits de préemption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi.

Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

Article 6 - Assurances et abonnements divers

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L. 331-1 du code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

Article 7 - Servitudes

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

Chapitre 2 Enchères

Article 8 - Réception des enchères

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le tribunal de grande instance devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état-civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

Article 9 - Garantie à fournir par l'acquéreur

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10 % du montant de la mise à prix avec un minimum de 3 000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux vendeurs et à leurs créanciers ayants droit à la distribution et, le cas échéant, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

Article 10 - Surenchère

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le tribunal de grande instance compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

Article 11 - Réitération des enchères

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L. 322-12 du code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

Chapitre 3 - Vente

Article 12 - Transmission de propriété

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption, ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

Article 13 - Désignation du séquestre

Les fonds à provenir de la vente décidée par le juge de l'exécution seront séquestrés entre les mains du bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau de l'avocat postulant pour être distribués entre les créanciers visés à l'article L. 331-1 du code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105 % de celui servi par la Caisse des dépôts et consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme séquestrée et les intérêts produits.

Article 14 - Vente amiable sur autorisation judiciaire

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations conformément à l'article R. 322-23 du code des procédures civiles d'exécution. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Toutefois, les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon le tarif en vigueur sont versés directement par l'acquéreur, conformément à l'article 1593 du code civil, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

Article 15 - Vente forcée

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions des articles 1347 et suivants du code civil.

Article 16 - Paiement des frais de poursuites et des émoluments

Conformément à l'article 1593 du code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de vente, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

Article 17 - Droits de mutation

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

Article 18 - Obligation solidaire des coacquéreurs

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

Chapitre 4 **Dispositions postérieures à la vente**

Article 19 - Délivrance et publication du jugement

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

- a) de le publier au service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;
- b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles [22](#) et [34](#) du décret n°55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

Article 20 - Entrée en jouissance

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

- a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère ;

b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du premier jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du premier jour du terme qui suit la vente sur surenchère ;

c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

Article 21- Contributions et charges

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

Article 22 - Titres de propriété

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous depositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

Article 23 - Purgé des inscriptions

Le séquestre ou la consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du code civil.

Article 24- Paiement provisionnel du créancier de premier rang

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de premier rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

Article 25 - Distribution du prix de vente

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R. 331-1 à R. 334-3 du code des procédures civiles d'exécution.

Les frais de la distribution et la rétribution de l'avocat chargé de la distribution, calculés conformément au tarif en vigueur, seront prélevés sur les fonds à répartir.

Article 26 - Election de domicile

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

Chapitre 5 Clauses spécifiques

Article 27 - Immeubles en copropriété

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

Article 28 - Immeubles en lotissement

L'avocat du poursuivant devra notifier au représentant légal de l'Association syndicale libre ou de l'Association syndicale autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant. »

**Ainsi fait et dressé par Maître Florence CHARVOLIN
Avocat poursuivant**

A LYON le 12 Novembre 2024

ANNEXES PROCEDURALES

- 1. Copie Assignation à comparaître à l'audience d'orientation au débiteur**
- 2. Etats hypothécaires hors et sur formalité de publication du commandement**
- 3. Procès-verbal descriptif**

ANNEXES DOCUMENTAIRES

1. Matrice cadastrale
2. Renseignements d'urbanisme